

de droit de 33½ pour 100. Puis, sous l'action de ce tarif le commerce du Canada avec l'Angleterre a baissé, tandis que le commerce avec les Etats-Unis a haussé, bien qu'il y ait au préjudice de ceux-ci une différence de 33½ pour 100 entre le tarif canadien qui leur est appliqué et le traitement de faveur accordé à l'Angleterre.

L'honorable M. WOOD (Hamilton) : L'honorable monsieur voudrait tout prendre et ne rien donner en retour. Le peuple anglais a admis en franchise nos marchandises pendant une trentaine d'années, et vous voudriez maintenir une taxe douanière élevée sur ses produits.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Je voudrais savoir de l'honorable monsieur si mes lèvres ont jamais laissé échapper rien qui justifie son observation ?

L'honorable M. WOOD (Hamilton) : Je le crois.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Je n'ai aucunement parlé de représailles. Je m'efforce, depuis quelques instants, de faire ressortir l'effet de notre tarif de faveur sur le commerce de l'Angleterre ; mais je n'ai pas encore exprimé une opinion sur le point soulevé par l'honorable monsieur. Si l'honorable monsieur désire connaître mon opinion, je suis bien prêt à la lui donner, parce qu'il n'y a certainement dans aucune de mes opinions rien qui puisse me faire rougir, et que je ne sois prêt à affirmer ouvertement. Lorsque le temps de traiter la question soulevée par l'honorable monsieur viendra, je la discuterai avec la même franchise que j'ai apportée dans ce que je viens de dire ; mais ce serait tout aussi bien si l'honorable monsieur n'essayait pas de m'attribuer des paroles que je n'ai pas prononcées. Je pourrais lui donner les raisons pourquoi je suis d'avis que le tarif de faveur a produit l'effet que j'ai indiqué ; mais je n'aborderai pas maintenant ce point.

Je parlerai maintenant du chiffre énorme que les dépenses publiques ont atteint. Je ferai, toutefois, remarquer en passant que mon honorable ami, le sénateur d'Hamilton, bien qu'il ait été un libre-échangiste outré, est devenu un libre-échangiste-protectionniste, et je le félicite sur ce commencement d'évolution, quel que soit mon désaccord avec lui sur ce qui lui reste de son attachement au libre-échange. J'ajouterai qu'il est

même devenu un ultra protectionniste de la vieille école tory, et il n'y a aucun doute sur ce point. J'ai eu le plaisir de siéger dans la Chambre des communes avec l'honorable monsieur. Il prononça alors un discours dans lequel il apporta en faveur de la protection les arguments les plus forts, peut-être, qui aient été fournis au parlement, et il eût ma collaboration dans l'application de cette politique. Il en connaît très bien, au jourd'hui, les résultats. Quant à l'augmentation des dépenses publiques, l'adresse n'en dit pas un seul mot. Je croyais que l'honorable monsieur dont je viens de prononcer le nom se trouvait présentement dans cette Chambre ; mais, je ne le vois pas. Lorsqu'il siégeait dans les Communes il exprima, un jour, sa conviction que, si le parti libéral arrivait jamais au pouvoir, il pourrait réduire les dépenses annuelles de quatre ou cinq millions de piastres. Cependant ce même honorable monsieur n'a jamais ouvert la bouche, depuis cinq ans qu'il donne dans le parlement son appui au gouvernement actuel, sur le chiffre énorme que les dépenses publiques ont atteint. Si l'opinion déjà exprimée par l'honorable monsieur sur la possibilité de réduire ces dépenses était bien fondée, les dépenses publiques auraient pu, par conséquent, être, l'année dernière d'environ \$36,872,318, au lieu de \$61,500,000, ce qui est une somme de presque cent pour cent plus élevée que les calculs qu'il faisait en 1895. Les chiffres ci-dessous font voir l'augmentation annuelle des dépenses publiques sous le régime libéral, en comparant les dépenses des quatre dernières années d'administration conservatrice avec les dépenses des quatre premières années d'administration libérale. Voici ces chiffres :

Années.	
1893—Administration conservatrice ..	\$40,853,727
1894— " " " ..	43,008,233
1895— " " " ..	42,872,338
1896— " " " ..	41,702,383
1897—Administration libérale	42,972,755
1898— " " "	45,384,281
1899— " " "	51,542,635
1901—Total des crédits votés.....	61,500,000

Pas un seul mot n'est dit dans l'adresse sur ces augmentations des dépenses publiques. C'était, sans doute, un sujet très chatouilleux pour les deux honorables messieurs qui ont proposé l'adoption de l'adresse, surtout après les promesses d'économie et de réduction faites par les ministres actuels